



Arrêté n° 19-03/71-PREF-SDS
portant interdiction temporaire de port et de transport d'objets
pouvant constituer une arme par destination, d'armes de chasse et de munitions
dans le département d'Eure-et-Loir

LA PREFÈTE D'EURE-ET-LOIR
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2215-1 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code pénal ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Madame Sophie BROCAS, Préfète d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté n°37/2018 du 26 novembre 2018 de Madame Sophie BROCAS portant délégation de signature au profit de Madame Juliette AUBRUN, Directrice de Cabinet de la Préfète d'Eure-et-Loir ;

Considérant les événements nationaux générés par les manifestations des « gilets jaunes » et les intentions de manifester, connues ce jour ;

Considérant que lors de ces manifestations, les manifestants ont démontré leur volonté d'en découdre par des moyens violents visant spécifiquement les forces de l'ordre et l'opposition violente à laquelle celles-ci ont été confrontées (jets de projectiles, jets d'engins incendiaires et d'acide, incendies volontaires de bâtiments, de véhicules et de mobilier urbain, érections de barricades) ;

Considérant qu'une réunion publique nationale du mouvement LReM est prévue à Chartres le dimanche 10 mars 2019 de 15 heures à 18 heures, à laquelle participeront trois membres du gouvernement ;

Considérant que cette réunion publique pourrait réunir plus de 900 personnes,

Considérant que pour assurer la sécurité des personnes et des biens et prévenir les troubles à l'ordre public dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre, il y a lieu de réglementer le port et le transport d'armes de chasse et de munitions et d'objets pouvant constituer une arme par destination au sens de l'article 132-75 du code pénal sur le département d'Eure-et-Loir ;

Considérant la nécessité de prévenir tout acte de violence sur la voie publique en Eure-et-Loir,

Sur proposition de Mme la Directrice de cabinet,

Arrête :

Article 1^{er}. Le port et le transport, sans motif légitime, d'armes de chasse et de munitions et d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article n°132-75 du code pénal sont interdits du dimanche 10 mars 2019 à 6h00 au lundi 11 mars 2019 à 06h00 sur le département d'Eure-et-Loir.

Article 2. Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3. La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois de sa publication,

- soit d'un recours administratif gracieux auprès de la préfète d'Eure-et-Loir ou hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans.

Article 4 : Madame la Directrice de Cabinet, Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Dreux, Madame la Sous-préfète de l'arrondissement de Châteaudun, Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie départemental d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

A Chartres, le

0 8 MARS 2019

Pour la Préfète et par délégation,
La Sous-préfète, Directrice de Cabinet,


Juliette AUBRUN